



Paris, le 18 Novembre 2009

SOMMET MONDIAL DE LA FAO

Une grande déception pour les partenaires du CFSI

Alors que les chefs d'Etat rassemblés à Rome par la FAO se sont contentés de déclarations de principes, les organisations paysannes du Sud, partenaires du Comité Français pour la Solidarité Internationale (CFSI), font part de leur déception.

Malick Sow, secrétaire général de la Fapal (Fédération des associations paysannes de Louga)

On ne peut pas parler de crise alimentaire et faire fi de ces rassemblements. Les chefs d'Etat du G8 tiennent un discours qui ne cadre pas avec la réalité et les problèmes des producteurs, notamment du Sud, sont le cadet de leurs soucis.

Mais ce n'est pas la FAO qui s'est déconnectée du terrain, au contraire, je pense que ce sont ses positions qui dérangent. Quand le programme spécial pour la sécurité alimentaire a été mis en place, il était convenu que la gestion des fonds soit à terme rétrocédée aux producteurs. Ça n'a pas plu. Je m'interroge : la FAO n'est elle pas en train de suivre la route de l'Unesco ?

Nos propres décideurs ne parviennent pas à se coordonner. Sur la question des Accords de partenariat économique, c'est la CEDEAO qui aurait dû négocier. Au lieu de ça, les négociations se font Etat par Etat et donnent lieu à des accords intermédiaires. Quand la Côte d'Ivoire signe, pensez-vous vraiment que les produits importés ne se retrouvent pas sur les marchés de Dakar ? Ce sommet de Rome laisse présager des résultats du sommet de Copenhague : ce sont deux temps où nos décideurs n'ont pas pris les questions à leur juste mesure, pour la simple raison qu'ils ne sont pas à l'initiative de ces rencontres.

Copenhague pose la question de l'adaptation. Les producteurs ont toujours su s'adapter, au prix d'énormes sacrifices. Il est déjà évident que les pays du Sud seront les grands perdants, bien qu'ils ne soient aucunement responsables de la pollution.

Komi Abitor, Directeur exécutif de l'association ETD (Entreprises Territoire et Développement) au Togo

Comment se fait-il qu'un sommet du G8 ait décidé d'octroyer des milliards de dollars pour investir dans l'agriculture des pays pauvres puis qu'il y est un sommet sur la faim sans la présence de ces chefs d'Etat ?

Il est grand temps de se poser la question du rôle de la FAO dans les politiques nationales de lutte contre la faim. Les acteurs de terrain sont oubliés. Il s'agirait de soutenir les actions déjà mises en place par eux.

Je milite pour la mise en place d'une politique agricole commune à toute l'Afrique de l'Ouest afin d'identifier les zones de production, les zones de déficit et mettre en place des dispositifs de gestion des stocks.

Au Togo, la FAO soutient des actions de sécurité alimentaire, notamment par la facilitation d'accès aux intrants. Le problème, c'est qu'au niveau des Etats, les outils mis en place, comme les Observatoires de la sécurité alimentaire, ne fonctionnent pas. Dans mon pays comme au Bénin voisin, ces outils ont abandonné leur objectif 1^{er} : au lieu de jouer leur rôle de régulateur, ils organisent des formations...

Cheick, Président ONG CARP-MALI (Gouvernance d'action pour la réduction de la pauvreté au Mali)

C'est pour nous un choc que les grands décideurs n'aient pas participé au sommet mondial de l'alimentation. La faim ne les préoccupe pas. Après les propositions de Jacques Diouf, ne pas s'engager dans ce combat est la preuve d'un désintérêt manifeste.

On peut rapprocher ça des questions climatiques où les pays industrialisés ne donnent pas non plus le bon exemple. Les véritables pollueurs, ce sont eux. La faiblesse des ressources financières, les aléas climatiques font que la faim va certainement encore tuer beaucoup de personnes.

Ibrahim Sarr, Directeur des services du RHK (Réseau régional des horticulteurs de Kayes) au Mali

Si je ne la cautionne pas, je comprends l'absence des chefs d'Etat du G8 à ce sommet. Ils ne sont pas le moins du monde préoccupé par ces problèmes d'alimentation, de souveraineté alimentaire des pays du Sud. Même constat avec le niveau de l'Aide publique au développement. Je suis choqué mais ça ne me surprend pas. Pour les pays du G8, l'enjeu est avant tout de garantir les intérêts stratégiques et économiques de grandes firmes occidentales. Seront-ils prêts un jour à entendre le cri du cœur des pays du Sud sur les questions des subventions aux importations des produits agricoles ?